

Autre versant important de l'identité culturelle, la pratique religieuse. En ce sens, comme les autres religions reconnues par le droit belge, l'Islam, entendue comme une religion plurielle et complexe, ne peut plus faire l'objet d'une discrimination, notamment pour éviter les risques de dérives vers le fondamentalisme, refuge commode des damnés de la terre. Non pas un Islam en Belgique mais un Islam de Belgique.

Où mettre dès lors la limite qui doit séparer les règles intangibles de notre organisation politique et sociale et l'expression libre des différences ?

La sécularisation de l'Etat, l'égalité entre les citoyens ou le caractère obligatoire de l'instruction sont incontournables. Les questions posées, par exemple, par certaines pratiques de discrimination sexuelle ou scolaire, ou par le prosélytisme religieux, doivent à mon sens se mesurer à l'aune de ces principes fondamentaux.

3. Hiérarchisation des "races" contre absolutisation de la différence ?

La troisième exception consiste en la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme au sens strict du terme. L'acquisition d'une nationalité ne supprime pas la couleur de la peau! Le refus d'un emploi, d'un logement, d'entrer dans un bar ou subir vexations et injures dans le métro ou une administration existent indépendamment de la nationalité.

Par contre, le regain explicite de mouvements et de comportements racistes de Brest à Vladivostok, dont le paroxysme s'incarne dans la purification ethnique des Serbes ou dans la tragédie rwandaise, nécessite impérativement une réaction intransigeante de l'ensemble de la société démocratique, de la société civile comme de la société politique.

Certes, le combat contre le racisme se gagnera en éradiquant les causes socio-économiques qui fondent l'angoisse, l'insécurité, la perte du sentiment de l'avenir de populations marginalisées et exclues des gigantesques mutations sociales et économiques, terreaux où fleurissent si facilement préjugés, stéréotypes et boucs émissaires. L'urgence commande de réagir avec vigueur. Trois niveaux d'intervention me paraissent essentiels.

L'impérative nécessité de réinsérer !

La progression significative des discours et des comportements à caractère raciste se nourrit sans cesse de processus complexes qui allient crise de confiance dans le système politique, déficit démocratique, distance entre le citoyen et l'autorité administrative, justice sur la place publique au mépris des procédures, et fondamentalement l'ensemble des mécanismes d'exclusions sociales et économique qui marginalisent une fraction croissante de la population des grands centres urbains.

Les "quartiers de l'exil" où, pour forcer le trait à l'américaine, le seul avenir est "de rester vivant", produisent un terreau fertile où insécurité conjuguée à marginalité conduit inexorablement aux réflexes autoritaires et racistes. La priorité absolue, au risque de se répéter, est clairement une véritable politique coordonnée pour rendre à ces quartiers urbains dits à handicaps cumulés, un peu de perspectives et d'espoirs.

L'impérative nécessité de réprimer !

Au niveau constitutionnel, il convient de déterminer un mécanisme permettant une poursuite effective de la propagande et des traits à caractère raciste. Mais cette voie pose la difficile question des limites de la liberté d'expression, fondement de notre système démocratique.

Au niveau législatif, il convient d'appliquer rigoureusement la loi réprimant l'incitation à la haine raciale, dont le champ d'application a été étendu au logement et à l'emploi, et qui pour l'instant reste quasi lettre morte vu l'infime jurisprudence que l'on connaît à ce jour, le pouvoir judiciaire considérant que les délits de ce type sont de nature relativement mineure.

En cette matière si sensible, le versant répressif - et donc exemplatif - joue un rôle moteur. L'histoire nous enseigne que les faiblesses de la démocratie face à la contagion xénophobe a conduit aux plus grandes tragédies du siècle.

L'impérative nécessité d'éduquer !

L'information et les campagnes de sensibilisation, mais surtout une véritable pédagogie de la citoyenneté dans les ré-



seaux d'enseignement, pilier essentiel de la socialisation et du respect de la différence, doivent conduire chaque citoyen ou chaque futur citoyen à, non seulement avoir une compréhension objective des réalités de l'immigration, à éviter les amalgames trompeurs (immigration et chômage, immigration et délinquance, immigration et allocations sociales, ...) mais à apprendre la relativité culturelle des civilisations et leurs enrichissements réciproques au fil de l'histoire.

En outre, la formation permanente, notamment des acteurs publics, puéricultrices, enseignants, policiers, gendarmes, personnel communal, ... doit permettre de réagir de manière tolérante et adéquate en regard de comportements ou de réactions qui ne s'inscrivent pas toujours dans les schémas traditionnels d'appréhension des réalités.

L'accès à la fonction publique d'étrangers est un gage de réussite d'une lutte efficace contre les sentiments et les comportements racistes de certains citoyens et de certains fonctionnaires. Il est fondamental, dans un Etat de droit, que les services publics, au sens large, respectent un code de déontologie en matière de non discrimination raciale.

Le service public a un rôle déterminant à jouer, de par le caractère exemplatif de ses actions, de par la norme civile et pénale qu'il se doit d'ériger et de par la pédagogie de la tolérance qu'il doit imprimer à l'ensemble des services qu'il délivre.

Jean Cornil

Directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

Contact: Philippe Coppeters, rue de la Loi, 155 à 1040 Bruxelles. Numéro vert gratuit: 078/11.49.12.

Lire aussi :

- "Vivre avec l'Autre", Vivant Univers, déc. 94 (voir page Cultures);
- "A l'Ouest d'Allah", Gilles Kepel (voir page Cultures);
- "Destin des immigrés", Emmanuel Todd, Seuil, Paris, 1994.